

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN

**Consultation 25-TV361CUP**

***Marché Appel d'Offres Ouvert  
Accord cadre mono-attributaire***

**Objet :** Marché de travaux d'entretien 2025-2029 du GHU APHP Centre Université Paris Cité

6 lots décomposés ainsi :

## Sites HEGP – Corentin Celton - Vaugirard :

Lot 43 HEGP-Façades  
Lot 57 HEGP CCL VGR Electricité  
Lot 59 HEGP CCL VGR Stores – Occultations  
Lot 60 HEGP CCL VGR Menuiseries  
Lot 61 HEGP CCL VGR Serrurerie - Métallerie

## Sites Cochin – Port Royal – Hôtel Dieu – BROCA – La Collégiale :

Lot 04 : CCH – PR – HTD – BRC - LCL Peinture et Sols

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	1 / 19

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.1 : Objet .....	3
1.2 : Forme .....	3
1.3 : Décomposition en lots et étendue .....	4
1.4 : Durée .....	4
1.5 : Définition de la prestation .....	4
1.6 : Maîtrise d'œuvre .....	4
1.7 : Coordination de sécurité – Protection de la santé .....	4
1.8 : Plan de prévention .....	4
1.9 : Bons de commandes .....	5
1.10 : La Sous-Traitance .....	5
1.11 : Clause de plafonnement des marchés de prestations similaires .....	5
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
ARTICLE 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS .....	6
3.1 : Nature des prix .....	6
ARTICLE 4 : Les différents cas en fonction du CCAG ou CCAP .....	7
4.1 : Travaux métrables .....	7
4.2 : Travaux non métrables (au temps passé) .....	7
4.3 : Fournitures .....	7
4.4 : Sous-traitance pour le HBPU .....	7
4.5 : Main-d'Oeuvre .....	8
ARTICLE 5 : COMMANDE – coordination et exécution des travaux .....	8
5.1 : Commandes .....	8
5.2 : Période de préparation – période d'exécution des travaux .....	8
5.3 : Délai d'exécution des travaux .....	9
5.4 : Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état .....	10
5.5 : Conditions particulières d'exécution .....	10
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ .....	10
6.1 : Contrôle .....	10
6.2 : Suivi du marché .....	11
6.3 : Insertion de nouvelles prestations de travaux (clause de réexamen) .....	11
6.4 : Garantie .....	11
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE .....	12
7.1 : Certificats .....	12
7.2 : Secret professionnel .....	12
7.3 : Accès aux établissements – Identification .....	12
7.4 : Grèves .....	12
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT .....	13
8.1 : Vérificateur .....	13
8.2 : Facturation .....	13
8.3 : Paiement .....	14
8.4 : Avance .....	14
8.5 : Paiement des sous-traitants .....	14
ARTICLE 9 : ASSURANCES .....	16
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT .....	16
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE .....	16
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION .....	16
12.1 : Pénalités .....	16
12.2 : Résiliation .....	19
ARTICLE 13 : LITIGES .....	19
ARTICLE 14 : DEROGATIONS .....	19

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	2 / 19

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

### 1.1 : Objet

Ce marché a pour objet les travaux d'entretien pour les besoins de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, et plus particulièrement du Groupe Hospitalo-universitaire APHP Centre Université Paris Cité.

Le groupe AP-HP Centre Université Paris Cité se compose de 9 sites dans Paris et petite couronne :

#### Sites COCHIN – PORT ROYAL – HOTEL DIEU – BROCA – LA COLLEGIALE

**Site COCHIN**

Entrée des véhicules au 8 rue  
Méchain et Sortie au 27 Rue du  
Faubourg St Jacques –  
75014 PARIS

**Site PORT ROYAL**

123 Boulevard de Port-Royal  
75014 PARIS

**Site HOTEL-DIEU**

1 Parvis Notre-Dame  
75004 PARIS

**Site BROCA**

56 Rue Pascal  
75006 PARIS

**Site LA COLLEGIALE**

33 Rue du Fer à Moulin  
75005 PARIS

#### Site NECKER

**Site NECKER Enfants Malades**

149 Rue de Sèvres  
75015 PARIS

#### Sites HEGP-CORENTIN CELTON-VAUGIRARD

**Site HEGP**

20 Rue Leblanc  
75015 PARIS

**Site CORENTIN-CELTON**

4 Parvis Corentin-Celton  
92130 ISSY LES  
MOULINEAUX

**Site VAUGIRARD-  
Gabriel PALLEZ**

20 Rue Vaugelas  
75015 PARIS

### 1.2 : Forme

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande par application des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	3 / 19

### **1.3 : Décomposition en lots et étendue**

Les prestations sont décomposées en 6 lots détaillés comme suit :

#### **Sites : Hôpital Européen Georges- Pompidou Corentin-Celton et Vaugirard Gabriel Pallez**

<b>Lots /sites</b>	<b>Montant maximum sur 4 ans en HT</b>
Lot 43 HEGP-Façades	800 000.00
Lot 57 HEGP CCL VGR Electricité	3 000 000.00
Lot 59 HEGP CCL VGR Stores – Occultations	400 000.00
Lot 60 HEGP CCL VGR Menuiseries	2 000 000.00
Lot 61 HEGP CCL VGR Serrurerie - Métallerie	900 000.00

#### **Sites : Cochin-Port Royal- -Broca-La Collégiale-Hôtel Dieu**

<b>Lot / sites</b>	<b>Montant maximum sur 4 ans en HT</b>
Lot 04 CCH – PR – HTD – BRC - LCL Peinture et Sols	2 400 000.00

### **1.4 : Durée**

Chaque contrat commence à s'exécuter à compter de sa date de notification

Le contrat est reconductible par reconduction tacite 2 fois pour une période de 12 mois sans que sa durée ne puisse dépasser 48 mois (4 ans).

Si l'AP-HP décide de procéder à la non-reconduction, elle le notifiera au titulaire par lettre du représentant du pouvoir adjudicateur, par voie dématérialisée, au plus tard deux (2) mois avant le terme du marché.

### **1.5 : Définition de la prestation**

Le détail des prestations, objet des marchés, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières commun et les bordereaux de prix unitaires.

Les titulaires s'engagent sur un montant maximum.

### **1.6 : Maîtrise d'oeuvre**

Sauf stipulation particulière mentionnée dans le bon de commande, la maîtrise d'œuvre est assurée par la Direction des Investissements du GHU APHP Centre Université Paris Cité.

### **1.7 : Coordination de sécurité – Protection de la santé**

Pour l'exécution des présents marchés, le maître de l'ouvrage pourra en cas de nécessité être assisté d'un coordonnateur sécurité protection de la santé et/ou d'un coordonnateur systèmes de sécurité incendie.

### **1.8 : Plan de prévention**

Un plan de prévention général sera fait au début du marché en fonction de la nature des interventions.

La MOA se réserve le droit d'établir des plans de prévention spécifique.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	4 / 19

## **1.9 : Bons de commandes**

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, les Bons de commandes sont préparés, datés et signés par le Maître d'Œuvre et visés par le Maître d'Ouvrage, puis notifiés au titulaire. En l'absence de maître d'œuvre sur l'opération concernée, les Bons de commandes sont préparés, datés et signés par le Maître d'Ouvrage.

## **1.10 : La Sous-Traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ; aux dispositions de l'article Art. R. 2393-(24 à 34) du Code de la Commande publique relatives à la sous-traitance et à celle du CCAG Travaux.

Le sous-traitant devra présenter, pour la partie sous-traitée, des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu de l'APHP l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les sous-traitants directs et les sous-traitants indirects sont déclarés et leur condition de paiement sont agréés conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux. Le sous-traitant doit être accepté et ses conditions de paiement agréées préalablement à tout commencement d'exécution des travaux faisant l'objet de la sous-traitance.

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risque de l'entreprise titulaire du marché (article 52 du CCAG Travaux).

## **1.11 : Clause de plafonnement des marchés de prestations similaires**

Dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Le montant cumulé du marché initial et du marché de prestations similaires ne pourra dépasser de plus de 25% le montant maximum du marché initial.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, Le marché est régi, pour chaque lot de la présente consultation, par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières commun (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières commun (C.C.T.P.) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques unifiés (C.C.S. -D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire de ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Les bons de commandes.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux en vigueur
- Tout document déposé avec l'offre ;

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	5 / 19

## ARTICLE 3 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

### 3.1 : Nature des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro fixé dans l'acte d'engagement.

Les prix ne figurant pas au Bordereau des Prix Unitaires et faisant l'objet d'un devis sont fermes.

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La première année du marché les prix sont réputés fermes.

1<sup>ère</sup> révision : date de début de marché + 1 an

2<sup>ème</sup> révision : date de début de marché + 2 ans

3<sup>ème</sup> révision : date de début de marché + 3 ans

Les prix sont révisés par application de la formule de révision suivante :

➤ Formule utilisée

$$P = P_0 \times (0,125 + ((0,875 \times \frac{\text{Indice}}{\text{IndiceM}_0}))$$

Sigle	Signification
M0	Mois du dépôt de la dernière offre ou de la dernière révision.
P	Prix révisé
P0	Prix au mois M0
Syntec M0	Indice mensuel mois M0
Syntec	Dernier indice publié connu à la date de réception de l'acompte

Les valeurs des indices sont issues du site du moniteur.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

➤ Indices utilisés :

DESIGNATION DES LOTS	Index BT
Lot 43 HEGP-Façades	100% BT52
Lot 57 HEGP CCL VGR Electricité	100% BT47
Lot 59 HEGP CCL VGR Stores – Occultations	100% BT27
Lot 60 HEGP CCL VGR Menuiseries Bois	100% BT18A
Lot 61 HEGP CCL VGR Serrurerie - Métallerie	50% BT28 + 50% BT42
Lot 04 CCH – PR – HTD – BRC - LCL Peinture et Sols	40% BT46 + 60% BT10

➤ Modalités

La révision de prix est réalisée à l'initiative de l'AP-HP.

Elle est notifiée via PLACE au titulaire pour avis avant la date anniversaire du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	6 / 19

Si le titulaire est d'accord avec la proposition de l'AP-HP, il le communique en envoyant ses annexes financières révisées en réponse au courrier adressé via la PLACE et par courriel à l'adresse de la Direction des Investissements AP-HP Centre Université Paris Cité [aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr](mailto:aphp-centre-gestion.travaux.maintenance@aphp.fr), et en copie à l'adresse de la Cellule des marchés APHP. Centre Université Paris Cité [cellulemarches.aphpcup@aphp.fr](mailto:cellulemarches.aphpcup@aphp.fr).

➤ Clause butoir :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure à 5 %, la clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

Dans le cas où aucun accord après négociation n'est possible entre les deux parties, Si l'augmentation des prix résultants de la révision ne correspond pas à l'application de la formule proposée, ou aux possibilités budgétaires, le groupe hospitalier se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie non exécutée du marché.

Les nouvelles conditions de prix acceptées par le Groupe Hospitalier donneront lieu à l'établissement d'une note d'information.

En dehors de ces cas, les prix ne seront pas modifiés.

## **ARTICLE 4 : LES DIFFERENTS CAS EN FONCTION DU CCAG OU CCAP**

### **4.1 : Travaux métrables**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire s'engage à effectuer tous les travaux qui lui seront demandés au prix du bordereau correspondant.

Un ou des sous-détails des prix unitaires pourront être demandés en cours d'exécution du marché, dans les conditions prévues à l'article 9.3.4 du C.C.A.G. Travaux.

### **4.2 : Travaux non métrables (au temps passé)**

Les travaux non métrables qui, exceptionnellement et à la demande expresse du maître de l'ouvrage seraient effectués sur dépense contrôlée, seront réglés suivant le prix horaire indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

### **4.3 : Fournitures**

Les fournitures sont facturées selon déboursés réels justifiés, remises déduites, hors T.V.A., affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement de 1,1.

Les fournitures fabriquées ou fournies par le titulaire et donc transmises via son stock doivent être mentionnées clairement sur le devis détaillé sans coefficient appliqué ; le devis sera accepté par le Maître d'ouvrage avec la mention « vu et accepté ».

Les prix ainsi obtenus seront réputés hors T.V.A.

Il appartient donc au titulaire de produire toutes les justifications utiles qui lui sont demandées en ce qui concerne la somme qu'il a réellement déboursée et notamment, le montant de toute remise qui lui a été éventuellement consentie à cette occasion (la facture du fournisseur doit obligatoirement être transmise).

### **4.4. Sous-traitance pour le HBPU**

Un coefficient de majoration de 1.06 sera appliqué aux prestations sous-traitées HBPU, et le titulaire est tenu de fournir avec sa demande de paiement, la facture de son sous-traitant ainsi qu'une attestation de délégation de paiement. Pour rappel et conformément au CCAP, un DC4 doit être fourni pour toute intervention d'un sous-traitant.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	7 / 19

#### 4.5. Main-d'Oeuvre

Les travaux non métrables qui, exceptionnellement, et à la demande expresse du maître d'œuvre, seraient effectués sur dépense contrôlée, seront réglés suivant le prix horaire indiqué dans le bordereau de prix.

Les prix ainsi obtenus seront réputés hors T.V.A.

Les travaux exécutés exceptionnellement en dehors des heures et jours normalement travaillés, à la demande expresse du maître d'œuvre, bénéficieront d'une majoration de :

- **50%** sur le prix horaire tel que défini ci avant pour les heures de nuit (de 22 heures à 6 heures du matin), travail du dimanche ou jours fériés.
- **25%** sur le prix horaire tel que défini ci avant pour les heures de 18 heures à 22 heures.

Les conditions consenties par les entrepreneurs doivent tenir compte des indemnités de repas et de déplacement.

D'une manière générale, aucune sujétion de « temps perdu » ne sera retenue.

Le titulaire doit les transports & coltinages des matériaux et fourniture à pied d'œuvre, l'élimination de ses gravois hors du site concerné et/ou de l'hôpital, ainsi que les reprises pour répartition à l'intérieur des bâtiments, qu'elle que soit la distance à parcourir et les moyens à employer.

Les frais inhérents aux restrictions de circulation automobile et du stationnement ne pourront motiver aucune plus-value ou indemnité.

### ARTICLE 5 : COMMANDE-COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

#### 5.1 : Commandes

Elles seront établies par la Direction des Investissements et transmises au titulaire par courrier ou par mail. Elles comporteront obligatoirement un N° de bon de commande à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, la date, l'heure et le lieu d'exécution des travaux.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois suivant la fin du marché.

Si la société titulaire du marché est située dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressée au titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Le titulaire s'engage à pouvoir intervenir sur bon pour accord ou demande expresse du maître d'ouvrage par simple confirmation de courriel. Ces sollicitations doivent rester raisonnables en nombre et régularisées dans le mois suivant le courriel. En cas de refus d'intervention, l'entreprise s'expose aux pénalités prévues au chapitre 12 « retard dans l'exécution ».

#### 5.2 : Période de préparation – période d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution indiqué sur chaque bon de commande et déroge ainsi à l'article 28.1 du C.C.A.G. Il est fixé en accord avec le titulaire lors de la demande de chiffrage du projet

Lorsque plusieurs entreprises interviendront sur un même chantier, la mise au point d'un calendrier contractuel sera faite lors du rendez-vous de chantier.

##### 5.2.1 Disposition des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1 à R.4514-10 du code du travail.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	8 / 19



La maîtrise d'œuvre assure la coordination générale des mesures de prévention. Cependant chaque chef d'entreprise reste responsable de l'application des mesures de prévention nécessaires à la protection de son personnel.

## **5.2.2 Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages**

Les conditions d'établissement des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

### Echantillons - Notices techniques

La maîtrise d'œuvre indiquera ses besoins au titulaire.

A compter de cette demande, le titulaire dispose d'un délai de 10 jours pour remettre les échantillons ou notices techniques demandés. Passé ce délai, le titulaire se verra appliquer une pénalité.

## **5.2.3 Organisation – sécurité et hygiène du chantier**

### **5.2.3.1 Sécurité et Hygiène**

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire et ses sous-traitants, conformément à la législation en vigueur.

### **5.2.3.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Les travaux sont soumis notamment aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

## **5.2.4 Conditions générales d'exécution des travaux**

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) L'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible la gêne occasionnée.

## **5.2.5 Modalités d'exécution et coordination des entreprises présentes sur un même chantier**

### **5.2.5.1 Organisation matérielle et collective du chantier**

Ces missions seront prises en charge par la maîtrise d'œuvre.

## **5.3 Délai d'exécution des travaux**

La date de démarrage et le délai d'exécution des travaux sont fixés dans le bon de commande pour les interventions n'ayant pas un caractère urgent particulier.

Pour les **interventions urgentes** exceptionnelles, maître d'ouvrage adressera un courriel confirmé par un appel téléphonique au chargé d'affaire. Dans ce cas, **l'intervention du titulaire devra être inférieure à deux heures pendant les horaires ouvrables à compter de la réception dudit courriel.**

La durée d'intervention sera consignée par attachement dûment visé.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	9 / 19

Le titulaire sera rémunéré de cette intervention à partir du supplément horaire indiqué au bordereau, en sus de la facturation des prestations rémunérées au titre du bordereau.

Le titulaire devra assurer une **permanence tous les jour ouvrées de l'année** y compris pendant les périodes de vacances scolaires et « ponts ». En aucun cas le titulaire ne pourra retarder une intervention sous prétexte de manque d'effectifs, le retard occasionné engendrera l'application de pénalités de retard prévues à l'article 12.

## **5.4 Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état**

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, le titulaire doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait. Le titulaire doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

Au cours de l'exécution des travaux, le titulaire doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou partie d'ouvrage, les frais résultants des remplacements ou remise en état incombent aux entrepreneurs des corps d'état correspondants, sans que ces frais puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage.

Dans la mesure où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de son lot, le titulaire doit le gardiennage de jour sur la voie publique ou à l'intérieur des établissements pour la protection des passants ou des occupants, la fourniture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

## **5.5 Conditions particulières d'exécution**

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité du service. Les interventions doivent pouvoir être effectuées du lundi matin au vendredi soir tout au long de l'année, voire les samedis et dimanches en cas de besoin.

# **ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE**

## **6.1 : Contrôle**

La mise en œuvre de tous matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux devra être approuvée par le maître d'œuvre préalablement à l'exécution des travaux.

Sauf accord intervenu entre le maître d'ouvrage et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'ouvrage.

Pour les travaux qui ne relèvent pas de la maintenance courante et dont le coût risque d'être important, le maître d'ouvrage demande **un devis chiffré en préalable à la délivrance des bons de commande correspondants**.

Ce devis, chiffré poste par poste, fera ressortir pour chaque nature d'ouvrage :

- Les intitulés des prix du bordereau, ainsi que leurs numéros d'article, avec leur montant HT ;
- Les prix unitaires supplémentaires non prévus au bordereau de prix unitaires initial, le cas échéant, et les sous-détails de ces prix unitaires.
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant toutes taxes comprises et comprendra un descriptif succinct des travaux à réaliser.

**Cet estimatif fixant une limite de dépenses** devra être chiffré en valeur exécution et arrêté toutes taxes comprises.

L'entrepreneur devra fournir celui-ci dans un délai **n'excédant pas**, à dater de la demande :

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	10 / 19

- **10 jours ouvrés pour tous les cas.**

**En cas d'urgence**, si le délai d'intervention ne permet pas l'établissement d'un devis préalable, l'intervention d'urgence est réalisée par le titulaire, en parallèle à l'émission du devis de base. Aucune intervention ne peut être réalisée sans confirmation écrite par courriel provenant de la Direction des Investissements.

Lorsque le titulaire doit faire face à des travaux supplémentaires en cours d'intervention, un devis additionnel doit être fourni pour émission d'un ordre de service complémentaire le cas échéant.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité :

- De mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporte des prestations hors bordereau ;
- De corriger les quantités portées sur le devis dans le cas où cela s'avérerait nécessaire.
- De corriger les postes prévus dans le devis dans le cas où cela s'avérerait nécessaire

## **6.2 : Suivi du marché**

Le Titulaire s'engage à participer aux réunions hebdomadaires de suivi des travaux organisés par la direction des travaux de l'hôpital tout au long de la durée du marché.

## **6.3 : Insertion de nouvelles prestations de travaux (clause de réexamen)**

En application du R.2194-1 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

En cas de changement de titulaire, le RPA pourra prévoir un avenant de transfert.

## **6.4 : Garantie**

### **5.4.1 Garantie décennale**

Le titulaire du marché assurera à l'égard du maître de l'ouvrage, la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil.

### **5.4.2 Garantie de parfait achèvement**

Les conditions de mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement sont conformes à l'article 44 du CCAG Travaux.

### **5.4.3 Garantie de bon fonctionnement**

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place au titre du présent marché pendant une période de deux (2) ans à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée de réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

Pendant la période de garantie, le titulaire sera réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux, objet du présent CCAP.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	11 / 19

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de quinze (15) jours ou ne réalise pas les travaux nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers au frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire. Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

### **7.1 : Certificats**

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

### **7.2 : Secret professionnel**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

### **7.3 : Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

### **7.4 : Grèves**

**En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.**

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	12 / 19

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

## ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

### 8.1 : Vérificateur

A l'issue des interventions, les mémoires peuvent être envoyés avant paiement au vérificateur.

### 8.2 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

**Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'utilisation du portail CHORUS-PRO devient obligatoire pour l'ensemble des factures adressées aux entités publiques. La maîtrise d'œuvre transmettra à la maîtrise d'ouvrage les décomptes mensuels, acomptes, décomptes généraux définitifs par ce biais.**

Ces documents seront déposés sur le portail Chorus-Pro en précisant notamment :

- **Le numéro du bon de commande à 10 chiffres commençant par 45 information OBLIGATOIRE**
- **Le numéro de marché,**

Lors du dépôt de facture dans le portail Chorus-Pro, l'identification du destinataire est effectuée à partir du n° de **SIRET de l'AP-HP (26750045201928) valable pour l'ensemble des hôpitaux de l'AP-HP.**

#### Délai maximum de paiement

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R. 2192-11 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit. Le taux retenu pour le calcul des intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal augmenté de huit points.

Le délai maximum de paiement est au plus de 50 jours.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Les n° des bons de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service ;
- *Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;*
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	13 / 19

### **8.3 : Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-Travaux.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG travaux, les travaux seront rémunérés après la réception des travaux identifiés dans le bon de commande.

### **8.4 : Avance**

#### **8.4.1 Conditions de versement de l'avance**

Si le montant initial du bon de commande ou de la prestation sous traitée est supérieur à 50 000 € HT et (conditions cumulatives) que le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois, une avance obligatoire est accordée au titulaire et/ou au sous-traitant du marché s'il en fait la demande.

#### **8.4.2 Montant de l'avance**

Le montant de l'avance est calculé en € TTC sur la base des prestations non sous-traitées pour le titulaire et uniquement pour la partie sous-traitée pour les sous-traitants.

Le montant de l'avance est égal à :

- 5% du montant du bon de commande ou de la prestation sous-traitée pour les Entreprises de Taille intermédiaire (ETI) et Grande Entreprise ;
- 30% du montant du bon de commande ou de la prestation sous-traitée pour les petites et moyennes entreprises.

#### **8.4.3 Remboursement de l'avance**

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché.

#### **8.4.4 Avances sur matériels**

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

### **8.5 : Paiement des sous-traitants**

#### **8.5.1 Sous-traitance directe**

Conformément aux dispositions de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975, seuls les sous-traitants directs (sous-traitants de premier rang) seront admis au paiement direct, après acceptation et agrément de leurs conditions de paiements, selon la procédure décrite à l'article 3.6 du CCAG Travaux

Conformément à l'article R.2193 (3 à 9) du Code de la Commande publique pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser à l'AP-HP, en envoi recommandé avec avis de réception postal, un dossier de demande comprenant :

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	14 / 19

- Une déclaration spéciale (formulaire DC4 disponible sur le site [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)) visée mentionnant la nature des prestations pour lesquelles la sous-traitance est prévu ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévue par le projet de contrat de sous-traitance ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous documents justifiant des aptitudes professionnelles ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Sur demande de l'AP-HP, une copie du contrat de sous-traitance signé.

**Ces obligations doivent être remplies préalablement à tout commencement d'exécution des travaux faisant l'objet de la sous-traitance.**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et l'AH-HP. Cet acte est notifié par l'APHP au titulaire et au sous-traitant concerné.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'APHP, le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Il est rappelé au titulaire que tout agrément d'un sous-traitant ne peut être délivré que pour la durée du marché : dans le cadre des reconductions, les agréments devront être renouvelés.

**8.5.2 Sous-traitance indirecte**

Les prestations faisant l'objet d'une sous-traitance, pourront elles-mêmes être sous-traitées dans les conditions fixées par la loi dite MURCEF du 12 décembre 2001 et le CCAG Travaux.

Pour cela, le titulaire du marché adresse à l'APHP une demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant indirect. Cette demande devra comprendre :

- Un dossier comprenant les pièces demandées à l'article ci-dessus (sous-traitance direct) ;
- Une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant de rang « n » doit remettre à son sous-traitant (rang n+1), pour lui garantir le paiement des prestations qu'il aura exécutées ;
- La délégation de paiement, acte par lequel le sous-traitant de rang « n » donne délégation au représentant de l'APHP pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier dans les conditions prévues par le CCAG Travaux.
- Si l'APHP en fait la demande, une copie du contrat des sous-traitances signées.

Ces obligations doivent être remplies préalablement à tout commencement d'exécution des travaux faisant l'objet de la sous-traitance.

**8.5.3 Modalités de paiement direct**

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché ou, en cas de groupement, à celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus au sous-traitant.

Le Titulaire adresse ensuite sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée de la demande de paiement du sous-traitant via le Portail CHORUS-PRO selon les modalités indiquées à l'article 8.2 du présent CCAP Commun, accompagnées de l'ensemble des pièces justificatives.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	15 / 19

## ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article R.2191 46-63 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont par défaut dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie dans les conditions prévues aux articles R.2191 32-43 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

### 12.1 : Pénalités

#### 12.1.1 Pénalités et retenues pour retard dans la fourniture des devis

En complément des indications de l'article 19.2 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les délais de présentation des devis, le titulaire sera passible d'une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard.

#### 12.1.2 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

En complément des indications de l'article 19.2 du C.C.A.G. Travaux et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux (planning fourni ou délai d'exécution indiqué sur le bon de commande), le titulaire sera passible **sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière calculée au taux de 1/100ème (un euro pour cent euros) du montant des travaux correspondant audit bon de commande, par jour calendaire de retard, sans pouvoir être inférieure à 300€/jours de retard.**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 €HT pour l'ensemble du marché.

#### 12.1.3 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

Si le titulaire n'a pas remédié dans le délai fixé à l'article 5.3 du présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées à l'article 12.1.2 ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement, même si le Maître de l'Ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G. Travaux.

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	16 / 19



#### 12.1.4 Autres pénalités

En complément des pénalités précitées, le titulaire encourt les retenues ou pénalités suivantes :

##### Présence aux rendez-vous de chantier

Le titulaire est tenu d'assister au rendez-vous de chantier fixé par le maître d'œuvre. Les absences donneront lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité de cent euros (100 €) et les retards supérieurs à 1/2 heure à cinquante euros (50 €).

##### Retard dans la remise des documents nécessaires à la coordination des travaux

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (notices techniques, calculs, plans de réservation, etc...) et lorsque le retard aura été notifié à l'intéressé, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de cent euros (100 €).

##### Retard dû au non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la santé

Une pénalité de cinq cents euros (500 €) imputable pour non-respect du plan de prévention défini par le maître d'ouvrage ou non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la santé, à la signalisation générale du chantier, sera appliquée.

##### Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

Le nettoyage journalier du chantier, ainsi que l'enlèvement des gravois ou détritrus de provenance indéterminée, seront assurés par le titulaire du marché concerné et à ses frais.

Dans le cas où ces travaux ne seraient pas exécutés journalièrement, le titulaire du marché concerné serait passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière de trois cent euros (300 €).

De plus, le maître d'ouvrage pourra sans autre formalité charger une autre entreprise de l'exécution de ces nettoyages, aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

##### Stationnement en dehors des zones autorisées sans autorisation de la Maîtrise d'ouvrage

Dans le cas où le stationnement de véhicule serait constaté en dehors des zones autorisées par le maître d'ouvrage, le titulaire du marché concerné serait passible, d'une pénalité journalière de cent (100 €), par jour calendaire et par infraction.

##### Retard dans l'installation ou le repliement de chantier :

Par jour calendaire : 1.000,00 € (mille euros)

##### Non-respect du périmètre de travaux autorisé :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € (six cents euros.)

##### Non-respect des servitudes de passage :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 600,00 € (six cents euros)

##### Dégradation et retard dans la réparation immédiate consécutive à cette dégradation occasionnée aux servitudes de passage, y compris celles situées aux abords immédiats de l'emprise travaux :

Pour chaque détérioration constatée et par jour calendaire de retard : 600,00 € (six cents euros)

##### Stationnement en dehors des zones autorisées sans autorisation de la Maîtrise d'œuvre :

Par jour calendaire et par infraction : 100,00 € (cent euros)

##### Dépôts de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites :

Par jour calendaire et infraction constatée : 300,00 € (trois cents euros)

##### Retard dans l'évacuation des gravois et matériaux inemployés hors du chantier :

Par zone et par jour calendaire : 150,00 € (cent cinquante euros)

##### Retard dans la libération des lieux et emplacements mis à la disposition du titulaire par le Maître de l'Ouvrage :

Par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

##### Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à la santé des travailleurs, à la signalisation générale du chantier :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	17 / 19

Travaux sur le domaine public, sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) :

Par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : 600,00 € (six cents euros)

Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) :

Le cas : 600,00 € (six cents euros)

Dégradation des arbres en place à conserver en leur faisant courir un risque pour leur survie :

Pour chaque infraction constatée et par arbre : 1 000,00 € (mille euros)

Non-respect des horaires de travail autorisés :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Travaux bruyants au-delà des niveaux autorisés ou travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

Retard dans le nettoyage du chantier (poste de travail ou zone affectée au titulaire par la MOE, l'OPC ou le CSPS) et manquement aux règles de nettoyage d'un véhicule en partance du chantier (par véhicule constaté) :

Par zone et par jour calendaire : 300,00 € (trois cents euros)

Défaut de nettoyage après utilisation des installations communes :

Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 350,00 € (trois cent cinquante euros)

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par le Maître d'Œuvre de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de groupement payé séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

#### **12.1.5 Délais et retenues pour retard dans la remise des documents après exécution**

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire du marché, conformément à l'article 40 du CCAG/travaux, devront être remis au maître d'œuvre quinze (15) jours au plus tard après la fin des travaux et ceci par dérogation à l'article 40 du CCAG/travaux. En cas de retard, une retenue, égale à cent euros (100 €) sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG/travaux, sur les sommes dues au titulaire du marché figurant dans le mémoire de travaux, et ce, par dérogation à ce dernier article.

#### **12.1.6 Délivrance des attestations fiscales et sociales**

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 7.1 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 5 % du montant minimum du marché ni la somme de 15 000 euros.

#### **12.1.7 Cumul des retenues et pénalités**

Toutes les pénalités objet des articles 12.1.1 à 12.1.4 ci-avant sont cumulables entre elles

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	18 / 19

## 12.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (Travaux), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues au CCAG - Travaux. Le GHU APHP Centre Université Paris Cité se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R 2143-5 à 12 du code de la commande publique et ce sans mise en demeure préalable.

## ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

## ARTICLE 14 : DEROGATIONS

Article dérogeant	Article du CCAG Travaux correspondant	Objet de l'article auquel il est dérogé
Article 1.4	Article 13.1	Début de la durée du marché
Article 1.9	Article 3.7	Bon de commande
Article 2	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 5.2	Article 28.1	Période de préparation
Article 8.3	Article 12	Modalités de règlement
Article 12.1	Article 19.2	Pénalités pour retard

A.P.-H.P.	Consultation n°25-TV361CUP	APHP Centre Université Paris Cité
CCAP Commun	Dernière mise à jour : 28/07/2025	19 / 19